

La réforme militaire russe: progrès et difficultés

La réforme militaire joue un rôle central dans les ambitions de grande puissance de la Russie. Vladimir Poutine poursuit le développement des forces armées modernes avec un volontarisme politique. C'est pourquoi il faut examiner l'image d'une Russie militairement faible – même dans le contexte de sa grande propension à l'action militaire qui a été démontrée sur la péninsule ukrainienne de Crimée.

Par Jonas Grätz

L'annexion de la Crimée par la Russie a intensifié en mars 2014 les inquiétudes de l'Occident envers la politique de sécurité russe. Sous Vladimir Poutine, la Russie nourrit de nouveau des ambitions de grande puissance (cf. [analyse du CSS no 136](#)). Moscou veut refouler l'influence des Etats-Unis en Europe et imposer une sphère d'influence dans son voisinage. Après la guerre de Géorgie, la crise de Crimée a de nouveau montré le retour de défis militaires dans le voisinage européen. Sur cette toile de fond, il semble prioritaire, de tirer un bilan intermédiaire de la réforme militaire ambitieuse que la Russie a lancée en 2008.

Les tentatives de moderniser les forces armées ont une longue histoire en Russie, mais ont souvent échoué. Dans les années 1990, les Russes sont parvenus à rapatrier les forces armées basées en Europe grâce à une aide occidentale considérable. L'effectif des troupes est passé de plus de 4,5 millions à moins d'un million. La structure organisationnelle a été simplifiée. La résistance de l'armée traditionnelle, le volontarisme politique insuffisant et le manque de financement ont cependant fait échouer des réformes réelles – comme une orientation de la structure et de l'organisation sur les nouvelles menaces.

Pendant ce temps, le débat militaire en Russie était empreint à la fois d'impressions d'interventions militaires occidentales, par exemple l'opération «Desert Storm» en

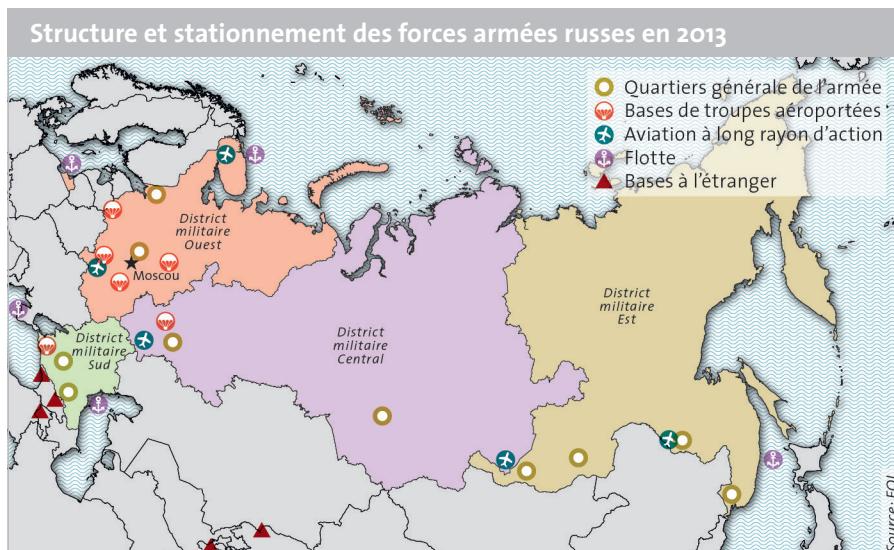


La Russie modernise ses forces armées. Trois domaines font l'objet de réformes: la structure organisationnelle, le personnel et le renouvellement de l'armement. S. Karpukhin / Reuters

Irak en 1991, la guerre du Kosovo en 1999 ou l'invasion de l'Irak en 2003, et d'expériences propres en Tchétchénie. Les théoriciens militaires russes ont constaté une tendance technologique vers une «guerre de la 6^e génération» hautement technicisée et télécommandée. Il est devenu clair que, sans modernisation et restructuration de l'armée, qui remonte largement à l'ère soviétique, la Russie n'était plus sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis et l'OTAN dans les conflits militaires modernes et ne

pouvait pas non plus agir avec succès dans des conflits asymétriques.

La guerre de Géorgie de 2008 a donné l'impulsion décisive à de nouveaux efforts de réforme. Elle a en effet révélé de graves problèmes dans les structures de commandement et dans l'équipement et la formation des soldats. Des problèmes initiaux de mise en œuvre ont été supprimés en accroissant massivement le budget de la défense qui a, en 2012, été augmenté de



16 pourcent par rapport à l'année précédente. Des programmes spéciaux fourniront entre 2011 et 2020 USD 730 milliards pour le renouvellement de l'équipement.

Cela a été accompagné d'un élargissement de la perception des menaces militaires. Deux choses sont centrales ici: les Etats-Unis et donc l'OTAN et leur rapprochement des frontières russes représentent de nouveau la menace principale dans la conception de politique étrangère russe de 2008 et la doctrine militaire actuelle de 2010. Auparavant, l'alliance militaire occidentale n'était plus mentionnée comme risque primaire dans la Russie postsovietique. Deuxièmement, le seuil entre menaces non militaires et militaires a été supprimé. Des défis à proprement parler réglementaires sont donc devenus militairement importants pour la Russie: en réaction aux «révoltes de couleur» de 2003 et 2004 en Géorgie et en Ukraine, la «désstabilisation» de pays frontaliers a été classée comme le deuxième plus grand risque. Les défis de politique intérieure ont par contre été relégués à l'arrière-plan. Inversement, la doctrine signale désormais la volonté de mettre en œuvre des moyens militaires à l'étranger pour protéger les citoyens russes. Les interventions en Géorgie et en Crimée prouvent que la Russie le fait aussi effectivement et que le droit international ne représente aucun obstacle. Il s'avère en outre que les notions de citoyen et de menace sont très élastiques en Ukraine.

Changements de structure

La réforme de l'armée annoncée en octobre 2008 par l'ancien ministre de la Défense

Anatoli Serdioukov concerne pour l'essentiel trois domaines: la structure organisationnelle, le personnel et le renouvellement de l'armement. La restructuration des forces armées en armée de volontaires essentiellement professionnalisée en état d'alerte permanent forme le cœur de la réforme de la structure organisationnelle, ce qui signifie aussi que la part de conscrits est réduite de 50 pourcent aujourd'hui à 20 pourcent.

Les conscrits ne doivent plus être utilisés au combat à partir de 2020. Simultanément, l'étendue des forces armées doit – à la différence des armées de volontaires européennes – être accrue d'actuellement 700 000 soldats dans les faits à 1 million.

L'élément central des réformes est la suppression des divisions (jusqu'à 13 000 hommes) comme unités organisationnelles fondamentales et leur remplacement par des brigades (4 000 hommes), ce qui doit augmenter la mobilité et permettre des opérations plus petites d'unités autonomes. Cette approche unitaire a rencontré une résistance considérable en raison des différents défis dans les différentes parties du pays de sorte que l'on continue d'expérimenter avec les structures.

L'introduction de quatre districts militaires ayant chacun un état-major interarmes était une nouveauté dans l'organisation de la guerre. Ces états-majors s'inspirant des «commandements régionaux» américains doivent coordonner les opérations car la guerre de Géorgie a mis en évidence de gros problèmes de coordination. Les

districts militaires Ouest, Sud, Central et Est correspondent à peu près aux quatre directions stratégiques. Le district Central est cependant surtout prévu pour renforcer les districts occidental et oriental alors que le district occidental assume aussi des tâches en Arctique.

L'armée de terre est, avec environ 250 000 hommes, la plus grande composante de l'armée et est surtout concentrée dans le district oriental où il y a quatre armées, alors qu'il y en a deux dans chacun des autres districts. L'armée compte en tout 38 brigades de combat et 41 brigades d'appui tactique. 26 à 40 autres brigades doivent être formées d'ici 2020, dont 14 nouvelles brigades aéroportées. Avec environ 90 hélicoptères de combat et de transport chacune, elles doivent améliorer le soutien aérien tactique jusqu'à présent faible et la mobilité de l'infanterie. Environ 16 pourcent des hélicoptères de combat ont déjà été renouvelés jusqu'à présent. De nouvelles brigades de renseignement et de défense anti-aérienne doivent en outre être créées. Les véhicules blindés sont essentiel-

Les Etats-Unis et donc l'OTAN représentent de nouveau la menace principale dans la doctrine militaire actuelle.

lement fonctionnels, mais remontent pour la plupart à l'ère soviétique et ne sont modernisés que lentement.

La force aérienne avec 150 000 hommes se divise administrativement en deux états-majors fonctionnellement différents – l'«aviation à long rayon d'action» stratégique et l'aviation de transport – de même que, sur le plan tactique, de nouveau en quatre états-majors territoriaux de force aérienne et de défense aérienne. L'aviation à long rayon d'action organise à partir de six bases principales la partie aéroportée de la triade nucléaire. Elle commande environ 140 bombardiers soviétiques à longue et courte portée. Le développement d'un nouveau bombardier furtif à ailes pivotantes a commencé. L'aviation de transport est vouée à l'inactivité mais doit être armée d'ici 2020 de 260 avions de transport lourds et accroître ainsi la flexibilité stratégique de l'armée. L'aviation tactique dispose de 580 avions de combat dont 12 pourcent sont neufs. 4-5 pourcent de la flotte est renouvelée chaque année. Un avion de combat furtif de la 5^e génération est en phase d'essai et doit être livré à la fin de la décennie. La

Russie ne dispose cependant pas de drones dignes d'être mentionnés.

Parmi les composantes des forces armées, c'est la marine qui se débat avec les plus gros problèmes. Ses 130 000 soldats sont répartis entre quatre flottes (mer du Nord, Pacifique, mer Noire, mer Baltique) et une flottille (mer Caspienne). A part les sous-marins nucléaires stratégiques et les sous-marins de chasse, les Russes n'ont pas investi grand-chose dans la marine. Après des décennies de développement, deux nouveaux sous-marins stratégiques ont été mis en service alors qu'un autre est encore testé. Il n'a cependant pas encore pu être doté d'armes nucléaires en raison de problèmes avec le missile international Boulava. La Russie ne dispose que d'un porte-avions toujours en panne. Elle a en outre un croiseur lance-missiles nucléaire lourd dont les navires-jumeaux doivent être modernisés et remis en service au cours de la décennie, ce qui augmenterait considérablement les capacités. Autrement, la modernisation se concentre sur les frégates et les porte-hélicoptères de classe Mistral commandés à la France, ce qui augmentera les capacités de projection de puissance.

Il y a, en plus de l'armée, de la force aérienne et de la marine, quatre autres forces indépendantes: premièrement, les troupes de missiles stratégiques avec des missiles intercontinentaux nucléaires terrestres. Deuxièmement, l'unité d'élite des troupes aéroportées servant de groupe d'intervention rapide. La composante forte d'environ 45 000 hommes est organisée en quatre divisions et brigades aéroportées ainsi qu'un régiment de reconnaissance. Troisièmement, les forces spéciales ont été créées en 2013 avec un maximum de dix brigades. Ces trois forces sont directement subordonnées au président et non pas aux états-majors, ce qui accroît leur opérationnalité et leur flexibilité comme on a vu en Crimée. Si l'on en croit les rapports, des régiments de la 76^e division aéroportée et de la 31^e brigade aéroportée y ont été mis en œuvre. Quatrièmement, il y a les troupes de défense aérienne et spatiale qui opèrent des radars d'alerte précoce et des systèmes de satellites pour détecter les attaques de missiles ennemis et doivent être fortement développées à l'avenir. En outre, le commandement de la cyb erguerre sera créé en 2014.

Problèmes de professionnalisation

Sur le plan du personnel, les éléments centraux de la réforme sont surtout la professionnalisation, la direction plus

autonome et la rationalisation de la structure organisationnelle. La Russie possède traditionnellement un surplus d'officiers. Sous Serdioukov, le corps des officiers a d'abord été réduit de 335 000 hommes, puis augmenté après des résistances et des problèmes. Serdioukov a également supprimé le grade des aspirants mais ce dernier a été réintroduit en 2012 sous le nouveau ministre de la Défense Sergueï Choïgou en raison de problèmes organisationnels.

Ceci reflète des problèmes dans la transition de l'armée de conscrits à une armée misant plutôt sur des volontaires. En 2020, les soldats sous contrat et les sous-officiers devraient constituer l'épine dorsale de l'armée (50%). Même si l'intégration de soldats sous contrat avance rapidement – le plan a presque été satisfait nominalement en 2013 avec 60 000 nouveaux venus et 205 000 à 220 000 soldats contractuels – il y a tout de même de nombreux problèmes: 35 000 soldats contractuels ont quitté le service en 2013. C'est un signe que beaucoup s'engagent pour trois ans surtout en raison de la solde supérieure à la moyenne. De nombreux commandants se plaignent aussi du mauvais état de santé, du manque de motivation et de l'alcoolisme des soldats contractuels. Beaucoup de brigades ne sont remplies qu'à 60–80%.

Sur le plan culturel aussi, l'armée n'est pas préparée à jouer le rôle d'«employeur». Les soldats contractuels ont plus de droits que les conscrits – les officiers ne peuvent pas les traiter aussi brutalement. Les soldats contractuels doivent en outre exercer des responsabilités dirigeantes de plus en plus exigeantes alors que la rémunération et les conditions de vie sont considérablement

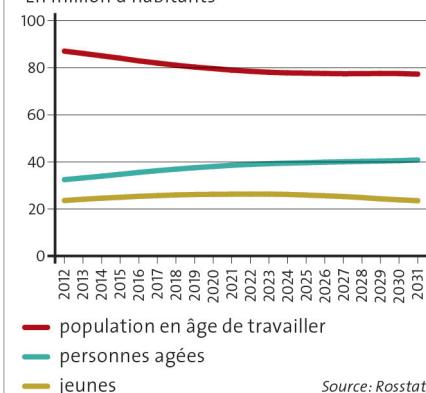
L'appareil sécuritaire russe représente proportionnellement plus du double de celui des Etats-Unis.

plus mauvaises que celles des officiers de carrière. L'institution du soldat contractuel n'a donc jusqu'à présent pas fait ses preuves, ce qui remet en question la professionnalisation de l'armée.

La situation démographique va elle aussi encore se dégrader: la population apte au travail va diminuer d'au moins 10 millions d'ici 2024. Le nombre de jeunes âgés de 18 à 27 ans baîssera en particulier d'ici 2023, bien que le taux de naissance augmente actuellement en Russie, c'est surtout grâce aux régions musulmanes non slaves, ce qui

Démographie russe

Evolution de la population russe selon le pronostic moyen.
En million d'habitants



Source: Rosstat

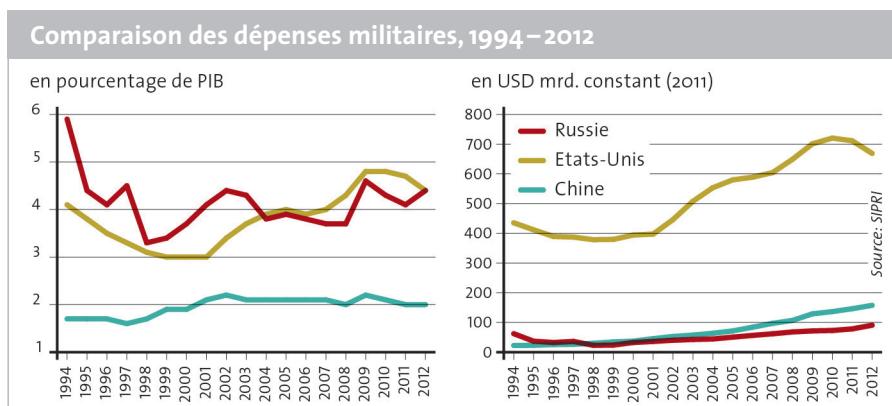
évoque un autre problème – la dominance slave de l'armée. De nombreux candidats musulmans sont déjà rejettés.

L'armée continue d'être en concurrence avec de nombreux autres organes de sécurité étatiques, par exemple le ministère de l'Intérieur qui dispose également d'unités militarisées, ou les services secrets. Deux pourcent des habitants travaillent pour un organe officiel. L'appareil sécuritaire russe représente donc proportionnellement plus du double de celui des Etats-Unis.

Des achats forcés

Grâce au programme d'achat d'armement de l'Etat, le gros des dépenses militaires – environ 60% en 2013 – n'est pas dépensé pour le personnel mais pour l'achat. 70% de l'armée doit être équipée de systèmes d'armes «modernes» d'ici 2020; seulement 19% l'est actuellement. Moderne signifie que les systèmes n'ont pas plus de 10 ans. Le programme d'armement 2011–2020 a par contre été porté à un volume converti de USD 630 milliards. USD 100 milliards de plus seront mis à disposition pour le développement du complexe militaro-industriel.

Avec le programme d'armement massif et la réforme du complexe militaro-industriel, le Kremlin mène aussi une politique industrielle et sociale. L'industrie militaire emploie deux millions de personnes; 5% de la population russe en dépend. Le Kremlin «résout» ainsi un problème à la manière soviétique: le financement de l'armée occupe de nouveau une place centrale dans la société. L'espoir d'une force d'innovation croissante et d'une compétitivité mondiale lui est associé. La Russie est déjà le deu-



xième exportateur d'armes, juste derrière les Etats-Unis, et peut espérer les dépasser.

Alors que la Russie présente bel et bien des atouts dans le développement des missiles tactiques, des sous-marins et des aéronefs tactiques (hélicoptères et avions de combat) et est le leader dans la défense anti-aérienne, elle a de gros problèmes dans d'autres domaines. Il y a des lacunes centrales dans les technologies de l'information, les technologies radar et les systèmes d'armes de haute précision. La Russie dépend ici de l'achat de composants, de l'espionnage et du transfert de technologie de sociétés occidentales. Sous le ministre de la Défense Choïgou, la politique d'achat a été encore plus nationalisée: l'achat simple de systèmes d'armes en Occident a été arrêté. Il ne faut plus non plus utiliser de machines-outils occidentales dans la construction d'armes car on craint des cyberattaques contre l'électronique. A la place, on active le transfert de technologie en coopérant avec des sociétés d'armement occidentales et en forçant la collaboration avec des pays émergents comme l'Inde. Cette politique renchérit les coûts et n'offre aucune garantie que l'armée soit équipée des meilleurs biens d'armement. Il y a par exemple de grands retards dans la livraison d'un système de communication et de reconnaissance moderne. C'est pourquoi la Russie continuera de présenter des lacunes dans sa capacité à mener des guerres de la «6^e génération».

La structure monopolistique de l'industrie est un autre problème qui est encore renforcé par les achats peu transparents. Les critiques partent du principe que, dans les achats, au moins 20 pourcent des dépenses ne sont pas consacrées au but visé. La transposition des prototypes dans la production en série est souvent entachée de problèmes. Les composants hautement technologiques ne peuvent pas être fabriqués dans une qualité constante. Les échecs récurrents dans les systèmes d'armes complexes sont plutôt dus à des fluctuations de la qualité de production qu'à des erreurs de design.

Les capacités de production présentent en outre des goulots d'étranglement, comme par exemple la construction d'avions et de navires. Le développement prévu des brigades d'aviation de l'armée ne sera possible que si les capacités sont rapidement étendues. La Russie a aussi besoin de la coopération avec l'Ukraine: beaucoup de moteurs pour les hélicoptères et les avions ainsi que les missiles étaient construits en Ukraine jusqu'à présent. La Russie ne possède pas les connaissances nécessaires pour fabriquer de nombreuses pièces. Le conflit actuel pèse aussi sur cette coopération et force la Russie à une substitution aux importations, ce qui entraîne des coûts élevés et des retards.

Remilitarisation avec conséquences

La modernisation des forces armées russes a été abordée de façon prioritaire pour la

première fois depuis 1991 sous Poutine. Depuis quelques années, des sommes considérables ont été injectées dans la réforme. Ce qui reste cependant sont les défis technologiques et de culture organisationnelle ainsi que les problèmes démographiques. A cela vient s'ajouter le fait que la performance économique plus faible va intensifier les conflits d'objectifs entre la politique sociale et de défense. La Russie n'atteindra guère l'objectif d'une armée forte d'un million d'hommes et pouvant intervenir de manière flexible d'ici 2020.

Dans le cadre de la modernisation, la formation de petites unités d'élite flexibles pouvant intervenir aux frontières de la Russie est accélérée – comme récemment en Ukraine. Il est possible, avec ces capacités, d'exploiter les crises dans le voisinage et de poursuivre aussi d'autres objectifs stratégiques. Avec la réforme progressive et un meilleur armement, la capacité à gagner les guerres régionales va aussi s'améliorer. Les moyens ne continueront de manquer à la Russie que pour la projection mondiale de puissance militaire conventionnelle.

La modernisation entraînera des améliorations considérables des capacités. La Russie peut exploiter sa nouvelle puissance militaire tant pour imposer ses intérêts dans le voisinage de l'Europe que pour se positionner comme partenaire attrayant pour de nouvelles alliances en Asie. C'est ce qui indique des coopérations et des exercices intensifiés avec la Chine mais aussi avec l'Inde. La modernisation va de pair avec un élargissement des catégories où l'intervention de l'armée est considérée comme légitime. La question de savoir comment elle peut gérer les capacités militaires améliorées de la Russie se pose donc pour la politique occidentale.

Dr Jonas Grätz est Senior Researcher dans l'équipe du Think Tank «Global Security» au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich et auteur entre autres de [«Russia as Challenger of the West» \(2014\)](#).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétences en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Livio Pigni
Layout et graphiques: Miriam Dahinden
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Double usage: la question de l'enrichissement de l'uranium No 151
Le Kosovo entre stagnation et mutation No 150
La politique étrangère allemande en 2014 No 149
Tensions interreligieuses en Asie du Sud et du Sud-Est No 148
L'accord de libre-échange entre la Chine et la Suisse No 147
Contrôle des armements conventionnels en Europe No 146